



PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE BASE AGRICOLES

Bulletin d'information N° 7
Mars 2010

Mars 2010

EDITORIAL

La seconde tranche est lancée



Chers lecteurs,

Tirant bénéfice de la revue à mi parcours réalisée en mai 2009, le programme "Tous ACP relatif aux produits de base agricoles (AAACP)" est désormais engagé dans une nouvelle dynamique. Un travail important de recentrage a été réalisé par le Comité de Pilotage avec l'appui de l'Unité de coordination, qui guidera la mise en œuvre de la seconde tranche par les organisations internationales partenaires.

Les activités retenues pour cette seconde tranche reposent davantage encore sur une collaboration et une coordination accrues entre partenaires. Elles seront autant d'occasions pour continuer cet apprentissage pratique dans la coordination entre partenaires du développement et dans la recherche d'une maximisation des synergies dans notre engagement commun contre la pauvreté. L'Unité de coordination du programme continuera à faciliter l'atteinte de ces objectifs en soutenant l'effort conjugué de toutes les parties prenantes.

Le rapprochement de nos modes de faire est l'une des clés du succès dans le management de ce programme. Les outils sont là avec l'harmonisation des rapports semestriels envoyés par les cinq Organisations Internationales partenaires, la mise au point d'une grille commune de lecture permettant un suivi plus rigoureux du programme en termes d'atteinte des objectifs et optimisation de l'apport en expertise de chaque Organisation Internationale.

(Suite en page 6)

Points focaux L'ancrage dans les régions

Cinq organisations régionales ont accepté de devenir les points focaux (PF) du programme au sein de leurs régions. Présents lors de la dernière réunion du Comité de pilotage du programme AAACP, fin février à Bruxelles, les représentants des cinq points focaux du programme AAACP ont présenté l'état d'avancement de leur mise en place et les premières actions prévues.

La mise en place des Points focaux (PF), décidée à l'issue de la revue à mi parcours du printemps 2009, permet aujourd'hui de renforcer l'implication des pays ACP dans le programme AAACP et de l'ancrer au cœur des régions. Les PF devront s'assurer que le programme est bien en cohérence avec les politiques nationales et régionales et avec les autres programmes et projets en cours de réalisation dans la région avec lesquels ils s'efforceront de développer des synergies et d'effectuer des contacts et rapprochements. Ils diffuseront l'information relative au programme pour le faire connaître et susciter l'intérêt le plus large possible. Ils contribueront à rendre publiques les connaissances accumulées, les leçons et le savoir-faire issus de la mise en œuvre du programme afin d'en faire bénéficier un maximum de personnes et d'organismes dans chaque région.

La mise en place des PF est bien avancée. Leurs responsables, tous présents lors de la réunion du Comité de pilotage en février à Bruxelles, ont présenté l'état d'avancement et les premières activités qu'ils prévoient d'entreprendre dans les semaines et mois à venir. Ce programme sera précisé dans un plan de travail à 6 ou 12 mois que les PF publieront prochainement. Leurs activités feront l'objet d'un rapport trimestriel tandis qu'un rapport de mission sera élaboré pour chaque activité dans



Les représentants des cinq PF. De g. à d. : Bruce Lauckner (CARDI), Fred Kongongo et Angela Mwape Mulenga (COMESA), Ousseini Ouedraogo (ROPPA), Carlos Bonfim (CEEAC), Tim Martyn (SPC).

NOUVELLES DES ACTIVITES

Belize**Evaluation des risques dans le secteur agricole**

En 2009, dans le cadre du programme AAACP dans la région Caraïbes, une équipe de la Banque mondiale a finalisé une évaluation de la gestion des risques à la demande du ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Coopératives de Belize. Au moyen de la méthode de classement des risques en fonction des pertes potentiellement provoquées et de la fréquence de leur apparition, l'exercice a conclu que les principales menaces pesant sur l'agriculture sont les maladies et prédateurs, les vents et pluies violentes associés aux tempêtes tropicales, et les problèmes sanitaires dans le commerce frontalier informel. Le programme conseille le gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des risques incluant les mécanismes d'atténuation et de transfert des risques, et la prévention pour les principaux risques identifiés.

L'évaluation des risques effectuée à Belize a contribué à la prise de décision sur un projet de prêt de la Banque inter américaine de développement de 5 millions de dollars approuvé en janvier 2010. Ce projet vise à promouvoir l'innovation agricole et inclut une composante de gestion des risques liés à la sécurité sanitaire des animaux et des aliments. De la même façon, les conclusions de l'évaluation constituent un apport important pour la conception des futures opérations d'assistance de la Banque mondiale dans les domaines de la gestion des risques en agriculture et la protection sociale nationale.

laquelle ils auront été impliqués. La présence des représentants des PF à la réunion du Comité de pilotage du programme a également permis d'approfondir le débat sur leurs rôles.

Dans les **Caraïbes**, le CARDI, PF pour la région, bénéficie du soutien du CFC. Son représentant, Bruce Lauckner (blauckner@cardi.org), souhaite en priorité mieux faire connaître le programme : « *J'ai prévu de le présenter à des responsables de projets et des gouvernements de la région début avril à Trinidad ainsi que lors de la prochaine réunion du CARICOM consacrée à l'agriculture et du CA du CARDI. Le programme AAACP sera également présenté dans la lettre d'information et le site web du CARDI* », (www.cardi.org) précise-t-il.

Pour le **Pacifique**, la South Pacific Community (SPC), représentée par Martyn (timm@spc.int), a signé l'accord de jumelage avec la FAO en décembre 2009, ce qui a permis au PF de commencer à travailler dès janvier de cette année. « *Disséminer l'information dans toute la région sera vraiment notre mission numéro un, en tant que point focal. Nous avons déjà identifié des outils et canaux de diffusion de l'information : bulletins, sites Internet, séminaires et réunions* », affirme Tim Murray.

En **Afrique de l'ouest**, le PF est le Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles d'Afrique de l'ouest (ROPPA), représenté par Ousseini Ouedraogo (ousseini.ouedraogo@roppa-oa.org) qui indique que « *pour diffuser l'information auprès des agriculteurs, le ROPPA compte surtout sur les réunions, les bulletins d'information en langue locale et les radios rurales et communautaires* ». Le ROPPA bénéficie du soutien de la FAO avec qui un accord de jumelage a été signé pour mener à bien ses activités.

En **Afrique de l'Est et australe**, l'accord de jumelage entre le Comesa et le CCI était en cours de finalisation fin février. « *Nous rechercherons toutes les synergies possibles avec les programmes du Comesa et diffuserons l'information via les outils existants au sein de l'organisation. Une page spéciale sera créée sur son site Internet* » (www.comesa.int) a déclaré Angela Mwape Mulenga (amulenga@comesa.int), principal contact du programme au sein du COMESA. Frederick Kongongo (FKongongo@googlemail.com), sera la personne contact pour les aspects coton.

En **Afrique centrale** enfin, le PF est la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), l'OI partenaire étant le CCI avec qui la signature de l'accord de jumelage est en préparation. Pour son représentant, Carlos Bonfim, « *le programme AAACP doit s'inscrire dans la droite ligne de la politique agricole commune et du programme régional de sécurité alimentaire que la CEEAC met en place* ». Il développera la visibilité du programme en particulier auprès des organisations de producteurs. La CEEAC est également le point focal pour le volet coton du Programme pour la région.

Promouvoir l'éco-dépulpage dans l'industrie caféière camerounaise

La production caféière camerounaise a nettement décliné ces dernières années, passant de 90 000 tonnes au début des années 90 à environ 35 000 tonnes en 2009. Les Arabicas, qui représentaient environ 20 000 tonnes sont passés sous la barre des 4 000 tonnes. Dans le même temps, la qualité, liée aux pratiques agricoles et à la première transformation, a souffert.

Dans le cadre de la politique de relance de la production caféière du gouvernement camerounais et sur la base des résultats de la stratégie facilitée par le CCI, un financement de l'AAACP a été mobilisé par la Banque mondiale pour étudier la faisabilité d'introduire au Cameroun la technologie d'éco-dépulpage déjà expérimentée au Brésil et en Colombie et introduite avec succès au Kenya et au Rwanda. L'étude de faisabilité réalisée par le consultant suisse Café Africa a été achevée fin 2009. Elle préconise l'introduction de cette technologie dans les petites stations de lavage bien adaptées au contexte camerounais d'exploitations caféières dispersées. Un élément intéressant sera l'introduction de cette technologie pour produire des robustas lavés, une innovation assez récente pour le marché des cafés de spécialité. Elle a également un potentiel comme substitut partiel dans des mélanges pour Arabicas lavés haut de gamme.

Les conclusions encourageantes de l'étude de faisabilité débouchent sur une nouvelle opportunité de coopération entre l'AAACP et les activités de la Banque mondiale au Cameroun : le Programme d'Appui à la Compétitivité Agricole (PACA), financé par la Banque, va acheter les équipements pour réaliser quatre opérations pilotes qui testeront la technologie dans quatre régions de production caféière : deux pour le Robusta et deux pour l'Arabica. De son côté l'AAACP financera, dans le cadre de la tranche 2, un programme complet d'assistance technique qui assurera que (i) les quatre coopératives disposent du soutien technique nécessaire pour l'installation et le fonctionnement des équipements de dépulpage et (ii) que les OP reçoivent la formation adéquate aux techniques culturales pour livrer des cerises de qualité qui seront transformées, avec cette technologie, en café vert qui devrait trouver ainsi sa place sur les meilleurs marchés de niches pour les cafés lavés Arabica et Robusta. Les équipements seront installés pour la saison caféière 2010 qui démarrera en septembre.



Technologie d'éco-dépulpage installée au Rwanda. Photo de J. Schluter .

NOUVELLES DES ACTIVITES

Stratégies

Fortes synergies sur le terrain

Les stratégies définies et mises en œuvre dans le cadre du programme AAACP s'harmonisent avec d'autres programmes en cours, créant des opportunités de partenariat et de collaboration intéressantes. Cela aide aussi à mettre en cohérence les politiques des différents intervenants.

En Afrique de l'est et australe, la stratégie coton, définie en collaboration avec le Comesa, se trouve en parfaite synergie avec le Competitiveness and Trade Expansion Program (COMPETE) que l'USAID a lancé en avril dernier avec, comme objectif, de faciliter l'expansion du commerce et de la compétitivité sur le marché régional et à l'international. Le but de ce programme qui est de réduire les entraves au commerce et d'aider les entreprises à adopter les standards internationaux de qualité recoupe très précisément les préoccupations de la stratégie coton qui met l'accent sur l'adaptation de la production cotonnière aux exigences des pays consommateurs. Au Burkina Faso, la stratégie de développement des plantations d'acacia sur laquelle le CCI travaille, rejoint les objectifs du programme de développement des plantations d'acacia dans la zone sahéenne initié dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP) pour inciter à la reforestation des zones arides et le piégeage du carbone.

Dans le Pacifique, la stratégie Fruits et légumes de Samoa, développée avec la contribution du CCI et de la FAO, a retenu l'attention du gouvernement et de la Commission européenne qui ont apporté des financements supplémentaires pour développer des activités. Le PNUD et le gouvernement néerlandais et australien se sont déclarés intéressés à soutenir eux aussi la mise en œuvre de la stratégie définie pour le secteur fruits et légumes.

Les mangues mieux traitées

Le Mali et le Burkina Faso produisent d'importantes quantités de mangues de diverses variétés dans des vergers villageois. Seules de faibles quantités sont exportées en l'état. Le reste est écoulé localement et régionalement, parfois transformé. Le Burkina Faso a réussi à bien développer une industrie artisanale de séchage au cours des 15 dernières années. Le Mali s'y est mis plus récemment, en sous-traitant pour des exportateurs burkinabé de mangue biologique travaillant sous le label commerce équitable. Mais du fait d'une conjoncture difficile et de l'évolution des goûts des consommateurs, le Burkina Faso a récemment perdu ses avantages comparatifs sur ses marchés traditionnels.

Le programme AAACP a soutenu une étude commanditée par la Banque mondiale pour passer en revue les principaux marchés (Europe, Etats-Unis et Moyen-Orient) et pour étudier les techniques de séchage utilisées afin de tenter de comprendre les raisons de ces pertes de parts de marché. Dans l'étude produite par le Dutch Royal Institute for the Tropics (KIT), les technologies utilisées par les deux pays se sont révélées être la première cause des revers subis.

La principale recommandation de l'étude a été de changer de technologie et de diversifier les produits destinés au marché local. Un accent particulier a été mis sur la production de barres de mangue à partir de pulpe pressée qui pourraient être fabriquées par l'usine burkinabé Dafani SA qui produit déjà de la pulpe et du jus.

Des ateliers de restitution ont eu lieu à Bamako le 1^{er} mars et à Ouagadougou le 2 mars pour présenter les principales recommandations de l'étude au cours desquels de nombreuses questions ont été chaudement débattues par un large public de professionnels. Deux programmes financés par la Banque, le PAFASP au Burkina Faso et le PCDA au Mali se sont engagés à financer les recommandations de l'étude avec l'espoir d'améliorer dans les trois ans la productivité et la compétitivité de l'industrie de la transformation des mangues dans les deux pays. □

Bourses d'échange des produits Création d'un Forum africain

Les efforts de la CNUCED pour renforcer les bourses africaines d'échange des produits de base commencent à porter leurs fruits.

Une des recommandations faites par les représentants des bourses d'échanges des produits de base ayant participé à l'atelier sur « L'amélioration du fonctionnement des marchés des produits de base en Afrique de l'Est et australe à travers les systèmes de réceptionnés d'entreposage et interventions sur les marchés », organisé par la CNUCED, le COMESA et l'Eastern African Grains Council (EAGC) en octobre 2009 à Lusaka, Zambie, et financé par le programme AAACP et l'USAID a abouti à la création, le 25 février 2010, d'un Forum africain des bourses d'échanges des produits de base (ACEF). La création de ce Forum, dont l'objectif est d'améliorer le fonctionnement des bourses existantes dans la région, a également été soutenue par le PNUD et par l'Ethiopia Commodity Exchange (ECX).

L'ACEF est une organisation panafricaine indépendante. Elle a été inaugurée à Adis Abeba en présence de 13 bourses ou projets de bourses africaines du Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Malawi, Zimbabwe, Afrique du sud, Soudan, Nigeria, Ghana, et Ethiopie, et de représentants du COMESA de la CNUCED, de l'EAGC et de l'USAID.

L'ambition de ce Forum est de *"stimuler la création et le développement des bourses d'échange des produits de base en Afrique"*. Il vise plus particulièrement à promouvoir les échanges de connaissance et l'apprentissage mutuel de façon à soutenir le renforcement des capacités et améliorer la formulation des politiques.

Le Forum devrait être constitué des bourses d'échange africaines avec une présidence tournante et un Secrétariat. La durée de la présidence sera de deux ans. Le Secrétariat hébergera un site Internet et organisera des conférences annuelles, entre autres activités. Le Forum devrait aussi compter des membres associés venant des bourses en cours de création ainsi que des observateurs notamment des projets régionaux. L'assemblée représentative a élu à l'unanimité l'Ethiopia Commodity Exchange (ECX) comme premier président. Le Secrétariat devrait être mis en place prochainement. □



Un meilleur traitement des mangues burkinabé et maliennes leur assurera un meilleur débouché sur leurs marchés traditionnels d'exportation.

Amélioration des relations entre petits producteurs et agrobusiness

Les coopératives d'huile de palme camerounaises améliorent leur gestion et leur politique commerciale.

Aux termes d'un accord signé en mars 2009 entre la FAO et l'IITA et soutenu par l'AAACP, les business models de trois coopératives d'huiles de palme dans les régions Centre, Sud et Ouest du Cameroun ont été analysés. Un manque de compétences professionnelles en gestion ; de savoir-faire en création de valeur ajoutée notamment au niveau des pratiques, de la technologie et de la maîtrise de l'approvisionnement; une profonde méconnaissance des marchés et un manque de transparence dans les transactions sont les principaux obstacles au développement identifiés

L'assistance proposée par la FAO dans le cadre du « programme en faveur d'une arboriculture durable » vise à fournir la formation nécessaire afin d'améliorer les capacités des coopératives. Après avoir passé en revue les différents accords et stratégies, la FAO s'est engagée à soutenir les activités suivantes :

- * Développement des capacités de gestion des coopératives permettant d'améliorer leurs services de conseil à leurs membres et de commercialisation
- * Formation en gestion des approvisionnements et en technologies de transformation permettant d'augmenter la plus value.
- * Construction de relations de confiance et recherche de solutions entre partenaires commerciaux.



Coopérateurs de Mambine exhibant fièrement leurs produits

Les coopératives cibles ont clairement exprimé leur satisfaction lors de la visite, mi-mars, de l'Unité de coordination de l'AAACP sur le site « Mambine » de la Société Coopérative Agro Pastorale (SOCOAP).

En complément des améliorations technologiques financées par l'USDA (United States Department of Agriculture), l'AAACP intervient, au niveau des ressources humaines afin d'améliorer la qualité du produit fini, les compétences en gestion et en négociation des coopératives. Toutes ces actions, ayant permis d'améliorer la qualité du produit fini a ouvert de nouveaux débouchés, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des coopérateurs.

Afrique de l'Ouest, lutte contre la mouche des fruits

Le financement du programme AAACP a contribué à mettre en place l'Initiative ouest africaine contre la mouche des fruits (WAFFI). Un forum, rassemblant les parties prenantes, a examiné les défis et les solutions possibles pour réduire les dégâts causés par la mouche des fruits. Durant les années passées, la mouche des fruits a de plus en plus durement affecté la production de fruits en Afrique de l'Ouest. En collaboration avec le Centre de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'International Institute for Tropical Agriculture (IITA), l'AAACP a cofinancé ce programme visant à développer des protocoles de recherche appliquée permettant de surveiller et contrôler les populations de mouches dans huit pays ouest-africains. Entre 2008 et 2010, la WAFFI a identifié 15 zones agro-écologiques dans ces huit pays et a sélectionné trois vergers pilotes par zone pour appliquer ces protocoles. Les interventions sont basées sur l'utilisation de Spinozad, un produit attirant et toxique qui a montré un potentiel prometteur dans des essais faits par l'IITA au nord Bénin. Le point focal local de la WAFFI a organisé des ateliers de formation dans 45 vergers pilotes de la région afin de former le personnel en charge de la protection des plantes et les associations de producteurs aux techniques de surveillance, de capture et de traitement avec le Spinozad. Les résultats des trois programmes WAFFI (2008, 2009 et 2010), cofinancés par le programme AAACP (700 000 US\$) et le Standards and Trade Development Facility (STDF) de l'OMC (800 000 US \$), donneront les bases pour la conception et la mise en œuvre du programme régional ouest africain de contrôle de la mouche des fruits de la CEDEAO doté de 25 millions d'euros sur cinq ans.

Congrès annuel de l'Association Cotonnière Africaine (ACA)

L'ACA a tenu ses journées annuelles les 11, 12 et 13 mars dernier à Yaoundé à l'issue desquelles elle a procédé à l'élection d'un nouveau comité de direction. Mr Bachir Diop, DG de la SODEFITEX (Sénégal) a été reconduit à la présidence, tandis que, dans le souci de souligner la vocation continentale de l'association, le bureau s'est élargi en incluant des organisations d'Afrique de l'est et australe. Lors de la conférence de presse animée par le nouveau bureau au Hilton de Yaoundé, M Diop



a annoncé la décision de l'association de revoir sa stratégie et ses objectifs à la lueur des changements intervenus dans le secteur depuis la création de l'ACA en 2002. le bureau a approuvé un document cadre qui servira à guider les

réflexions au niveau des régions. Ainsi, la réflexion stratégique sera entreprise sur une base régionale en accord avec le traité d'Abuja (juin 1991), qui définit les communautés économiques régionales en tant que base pour l'intégration économique du continent. Les plans stratégiques régionaux qui en découleront seront consolidés en un plan panafricain. Celui-ci sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale de l'association en 2011. Le Programme tous ACP relatif aux produits de base contribue à cette réflexion au travers du CCI dont une partie du budget a été allouée à l'exercice de planification.

Selon sa « Newsletter » de février, l'AProCA a entrepris de faire le point des actions menées, dans le cadre de son plan d'action 2007-2011, afin d'évaluer l'évolution de l'environnement économique, structurel et institutionnel des filières cotonnières et de réajuster, au besoin, les stratégies et les plans d'action pluriannuels nationaux et régionaux. Des ateliers nationaux seront organisés en avril-mai pour évaluer l'adéquation et la cohérence des actions menées avec les objectifs du plan d'action. Il est à espérer que ces diverses initiatives tiendront compte du « Cadre d'Action » du Partenariat UE-Afrique sur le coton et alimenteront la mise à jour en cours de l' « Agenda coton textile » pour l'Afrique de l'ouest. Pour rappel, l'APROCA et l'ACA sont membres du Comité d'orientation Suivi-coton (COS-coton) mis en place pour le suivi de la mise en œuvre du partenariat.

(Suite de la page 1)

Des points focaux régionaux ont été identifiés et seront désormais soutenus par les Organisations internationales pour coordonner l'information et assurer une meilleure appropriation des activités du programme par la région. Leur présence à la 6^{ème} réunion du Comité de pilotage de février dernier, avec la participation du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, du CARDI, de la CEEAC, du ROPPA et du COMESA, traduit bien la dynamique donnée au programme. La prolongation d'un an du programme, telle que préconisée par la revue à mi parcours, permettra de parachever les activités approuvées par le Comité de pilotage, à condition de redoubler les efforts.

Le recentrage du programme associé à sa prolongation, en lui permettant de prendre un nouvel essor, bénéficiera à tous les acteurs des filières concernées des pays ACP. Pour cela le succès du programme dépendra largement de la participation active et de l'implication des acteurs des pays ACP.

Denis Salord
Chef de l'Unité des opérations centralisées pour les pays ACP de la Commission européenne.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Son contenu est de la seule responsabilité de l'Unité de coordination et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne ou des Etats ACP.



PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE
 BASE AGRICOLES

www.euacpcommodities.eu



Une initiative
 mise en œuvre par :



Unité de Coordination :
 c/o Cardno Emerging Markets, Belgium s.a.
 Avenue Louise, 479 (Box 53) – B 1050 Bruxelles – Belgique